



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPÉCIALE n° 01 du 11 janvier 2007

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 12 janvier 2007

SOMMAIRE

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES.....	1
--------------------------------------	---

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1
Cabinet du préfet.....	1
Bureau de la communication	1
Annonces judiciaires et légales – Habilitation et tarifs pour l'année 2007.....	1
Direction du développement durable et des politiques interministérielles	1
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	1
Arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.43 accordant délégation de signature à Monsieur Christian Brunet, Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle 1	

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet du préfet

Bureau de la communication

Annonces judiciaires et légales – Habilitation et tarifs pour l'année 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée, relative aux annonces judiciaires et légales,

Vu l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre,

Vu le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955, modifié fixant le minimum de diffusion dont doivent justifier les journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales,

Vu les circulaires n° 4230 du 7 décembre 1981 et n° 3805 du 8 octobre 1982 du ministre de la communication et la circulaire du 30 novembre 1989 du ministre délégué chargé de la communication,

Vu les demandes présentées par les journaux,

Vu les avis favorables formulés par la commission consultative départementale instituée par application de l'article 2 de la loi précitée,

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 19 décembre 2005 est abrogé par le présent arrêté.

Art. 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2007, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

POUR LE DÉPARTEMENT

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy - 57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.4, 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

Art. 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,53 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation au pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,57 euro hors taxe.

Art. 4 : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Art. 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Art. 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Art. 7 : Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la première présidente de la cour d'appel de Nancy, au procureur général près la cour d'appel de Nancy, aux présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey, aux procureurs de la République près les dits tribunaux, aux présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département, au président de la chambre départementale des notaires, aux directeurs des journaux habilités, aux sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville – Toul et au directeur départemental de la concurrence, de la

consommation et de la répression des fraudes, et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 15 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.43 accordant délégation de signature à Monsieur Christian Brunet, Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2003 nommant Monsieur Christian BRUNET en qualité de Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2003.

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R. 95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1 ^{er} et 2 ^{ème} , R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.

9	les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat. Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté sera exercée par M. Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor Public, ou à son défaut, par M. Jean-François BOYMOND, Trésorier Principal.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 de l'article 1^{er}, la délégation de signature conférée à M. Christian BRUNET sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, Ms LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT et WARIS, inspecteurs et Ms CONTE et DARNE, contrôleurs, Mmes BALANDIER, BURNEL et KLAEYLE, inspectrices.

La délégation de signature conférée à Monsieur BRUNET pour les attributions visées sous le numéro 9 de l'article 1 est exercée par Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental ou, à son défaut, par Mme Marie-Paule GRANDEURY, inspectrice.

La délégation de signature conférée à Monsieur BRUNET pour les attributions visées ci-dessous est exercée par Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupations précaire des biens domaniaux de l'Etat ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 6 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la procédure administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN exercera la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3. – Demeurent réservées à la signature du Préfet, les correspondances adressées :

à la présidence de la République et au Premier ministre,

aux ministres,

aux parlementaires,

au préfet de région et au président du conseil régional,

au président du conseil général,

au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4. – Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.63 du 20 décembre 2004 et n° 06.BMSSE.19 du 14 juillet 2006 sont abrogés.

Art. 5. – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Nancy, le 9 janvier 2007

Le Préfet,
Claude BALAND

